Etat de la France, ce qu'il faut savoir

A la veille du scrutin présidentiel, « Le Point » a voulu dresser un bilan de santé économique et social du pays en décryptant neuf idées reçues. Plongée dans la France de 2017.

Le Point 20 avr. 2017 PAR JULIEN DAMON, CLÉ-MENT LACOMBE, MICHEL REVOL ET MARC VIGNAUD

Forcément, ce dossier est top secret. Un texte explosif, car listant sans fard les forces et faiblesses de l'économie française, nourri de chiffres confidentiels et destinés à le rester, exposant le ressenti des investisseurs américains, moyen-orientaux ou japonais qui détiennent les emprunts d'Etat et permettent au pays de boucler ses fins de mois. Un check-up sans concession que la Direction du Trésor, la plus prestigieuse administration de Bercy, est en train de finaliser. Un bilan de santé qui sera, au lendemain du 7 mai, un des premiers dossiers transmis à la nouvelle équipe au pouvoir.

Au Point aussi, on a décidé de dresser un bilan de santé de la France. Parce que avoir une idée claire de la situation réelle du pays peut forcément servir avant d'aller voter. On s'est donc replongé dans les chiffres et efforcé de démon-

Automatication: Une ligne of sourciage models pour Entrangue Tarks, dans fusible pour Entrangue Tarks, dans fusible Topica d'Onnaing (foroit), ia fin de l'emploi industriel?

Automatisation. Une ligne de soudage robotisée pour fabriquer la Yaris, dans l'usine Toyota d'Onnaing (Nord). La fin de l'emploi industriel ?

ter quelques idées reçues. Avec des conclusions souvent surprenantes



Scanner. A la veille du scrutin présidentiel, «Le Point» a voulu dresser un bilan de santé économique et social du pays en décryptant neuf idées reçues. Plongée dans la France de 2017.

PAR JULIEN DAMON, CLÉMENT LACOMBE, MICHEL REVOL **ET MARC VIGNAUD**

orcément, ce dossier est top secret. Un texte explosif, car listant sans fard les forces et faiblesses de l'économie française, nourri de chiffres confidentiels et destinés à le rester, exposant le ressenti des investisseurs américains, moyen-orientaux ou japonais qui détiennent les emprunts d'Etat et permettent au pays de boucler ses fins de mois. Un check-up sans concession que la Direction du Trésor, la plus prestigieuse administration de Bercy, est en train de finaliser. Un bilan de santé qui sera, au lendemain du 7 mai, un des premiers dossiers transmis à la nouvelle équipe au pouvoir.

Au Point aussi, on a décidé de dresser un bilan de santé de la France. Parce que avoir une idée claire de la situation réelle du pays peut forcément servir avant d'aller voter. On s'est donc replongé dans les chiffres et efforcé de démonter quelques idées reçues. Avec des conclusions souvent surprenantes

IDÉE RECUE N°1

LA FRANCE NE DÉCROCHE QUE PAR RAPPORT À L'ALLEMAGNE

S'il y a bien un indicateur qui pointe un déclin de la France, c'est celui du PIB par tête, c'est-à-dire la richesse annuelle produite en moyenne par chaque Français. Depuis le début des années 1980, le fossé ne cesse de se creuser avec les Etats-Unis. Pis, si notre pays se maintient à peu près dans la moyenne de la zone euro, c'est seulement parce que l'Italie et l'Espagne plombent fortement la moyenne... L'Hexagone perd du terrain sur les pays scandinaves, les pays rhénans, Allemagne en tête, ainsi que face aux pays anglo-saxons. Trois groupes de pays aux mo-

dèles sociaux pourtant très différents.

Décortiquer ce déclin revient à mettre le doigt sur les plaies bien connues de l'économie française. Les économistes sont globalement d'accord: le décrochage du PIB par habitant s'explique par un nombre de personnes au travail insuffisant, ce qui fait reposer le poids de la création de richesse (et du modèle social) sur un volume restreint d'actifs. Le taux d'emploi des jeunes et des seniors n'est pas à la hauteur. En cause, un marché du travail qui rend difficile l'insertion des moins de 25 ans dans le monde professionnel. Ce volume de travail insuffisant est encore accentué par la persistance d'un taux de chômage structurellement élevé. La France n'arrive plus non plus à compenser ce handicap par une productivité par tête traditionnellement élevée (le volume de production par personne au travail). Depuis les années 1990, sa croissance est inférieure à la moyenne des pays de l'OCDE. En cause, le recul marqué du nombre d'heures travaillées par personne.

Le portrait-robot des Français

La France, c'est...

0,9 % de la population mondiale (67 millions d'habitants pour 7,43 milliards dans le monde)

3,2 % de la richesse mondiale (2 418 milliards de \$ sur 74 152 milliards)

3,7 % de la dette publique mondiale (2 300 milliards de \$ sur 62 700 milliards)

5,8 % des 500 plus grandes entreprises mondiales (liste Global Fortune 500)

15 % des dépenses sociales mondiales

Ce fut l'augmentation de la dette publique... chaque seconde en 2016. Sources: Insee, calculs «Le Point».





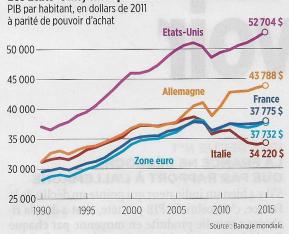
l'Etat. Elles emploient 791 000 salariés.

Source : Insee.

tranquillisants consommées chaque année, soit 4,25 par seconde.



Les Etats-Unis, champions de la création de richesse



Mais ce n'est pas la principale explication du ralentissement de la productivité. Dans une note, l'organe de réflexion économique du gouvernement, France Stratégie, pointe le retard technologique des entreprises françaises: «La comparaison avec les Etats-Unis révèle qu'selles ne sont pas pleinement entrées dans l'ère du numérique. Relativement à leurs consœurs américaines, elles ont insuffisamment investi dans les technologies de l'information et de la communication. » Ses experts soulignent également le manque de renouvellement du tissu productif. En d'autres termes, la destruction créatrice au profit des entreprises les plus dynamiques est trop entravée. Les autorités et le Code du travail protègent démesurément les brebis galeuses, ce qui bride les plus performantes du troupeau.

IDÉE RECUE Nº 2

ON PEUT RÉDUIRE LES DÉPENSES PUBLIQUES SANS TOUCHER AUX DÉPENSES SOCIALES

«La dépense publique est bien trop élevée en France.» Cette affirmation, frappée au coin du bon sens, doit pourtant être nuancée. Car le diable, lorsqu'il s'agit de réformer, se cache dans les détails. Oui, la France présente un taux de dépenses publiques parmi les plus élevés du monde, à 56,2 % de la richesse an-

Un modèle social onéreux

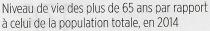
Ecart des dépenses publiques françaises par rapport à celles d'un groupe de pays témoins*, en % et en 2014

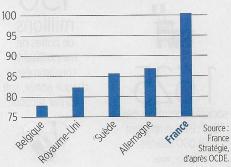


* Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Finlande, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède. Source : Eurostat.

nuelle (PIB) en 2016, contre 44 % en Allemagne, un fossé de 12 points! Mais les dépenses sociales expliquent, grosso modo, 80 % de l'écart à la moyenne de la zone euro, souligne une étude de France Stratégie publiée en 2014. Cette année-là, la France a ainsi dépensé 30% de plus par adulte de plus de 60 ans que la moyenne de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Belgique, du Danemark, de la Finlande, des Pays-Bas, de la Suède et du Royaume-Uni. Mais ce niveau élevé de dépenses consacrées au vieillissement s'explique « en grande partie par le choix de socialisation quasi total du système de retraite », explique France Stratégie dans autre rapport daté de 2016: «Les systèmes par capitalisation induisent en effet des cotisations privées, à la charge des actifs, qui peuvent être aussi importantes que les cotisations sociales publiques.» Tailler dans les dépenses publiques revient donc à couper, au moins en partie, dans les dépenses sociales, singulièrement les dépenses dites de «protection sociale» (retraites, chômage, politique familiale, remboursements de soins de santé, indemnités maladie et maternité).

Il n'en existe pas moins de très grandes marges de manœuvre. Y comprisence qui concerne les retraites. Car une partie de l'écart avec les autres pays cités s'explique par l'âge plus précoce de départ et par la « générosité » du système français. Le rapport entre







1783 euros net Salaire médian des Français. Source : Eurostat 2014.



2016.



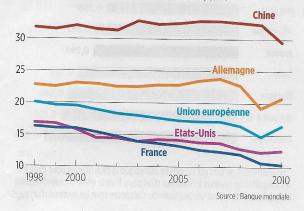
le niveau de vie des plus de 65 ans et le reste de la population est bien plus élevé en France que dans les pays comparables. Un autre gisement d'efficacité se situe... dans l'enseignement secondaire. Encore une fois, la comparaison avec l'Allemagne fait mal. Avec des dépenses plus faibles de 35 % par élève que de ce côté du Rhin, notre voisin obtient de meilleurs résultats (taux de décrochage scolaire, performances aux tests de l'OCDE, nombre de diplômés).

IDÉE REÇUE N° 3 L'AVENIR DE L'EMPLOI PASSE PAR L'INDUSTRIE

De 1975 à 2015, l'industrie française a détruit 2,4 millions d'emplois. L'hémorragie est impressionnante, davantage encore que dans beaucoup d'autres pays développés, tous confrontés à une désindustrialisation au profit des services. Les causes sont assez bien établies. L'industrie française souffre de coûts de production trop élevés par rapport à son niveau de gamme. Un boulet qui a obligé les industriels à réduire leurs marges pour contenir leurs prix, ce qui a pesé sur leur capacité à investir pour se moderniser. Une réalité dont François Hollande a pris conscience dès 2012 avec la remise du rapport de Louis Gallois. Le chef de l'Etat a mis 20 milliards d'eu-

L'industrie plombée par un mauvais rapport qualité/prix

Poids de l'industrie manufacturière dans le PIB, en %



ros sur la table pour progressivement baisser le coût du travail grâce au Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE). Depuis, les marges des entreprises françaises ont commencé à se redresser, ce qui tarde à se traduire en reprise de l'investissement. Une reprise pourtant indispensable, justement, pour stimuler une productivité, et donc une croissance économique, en berne. Indispensable, aussi, pour contrer la chute du commerce extérieur, dont le déficit a atteint 48 milliards d'euros en 2016. Mais gare au mirage de la réindustrialisation! «Si elle veut rester compétitive, l'industrie française embauchera de moins en moins d'ouvriers français. L'industrie du XXIe siècle sera robotisée ou elle ne sera pas », avertissent les économistes Augustin Landier et David Thesmar dans leur petit opus «Dix idées qui coulent la France» (Flammarion).

Là encore, le diagnostic est assez largement partagé parmi les économistes: ce n'est pas tant la mondialisation et les délocalisations qui ont fait décliner l'emploi industriel que l'automatisation de la production. Un processus irréversible. Le salut de l'emploi ne viendra donc pas de l'industrie, mais des services peu qualifiés. Un réservoir au potentiel élevé en France, compte tenu d'un coût du travail dissuasif, particulièrement au niveau du smic. Conséquence, selon Landier et Thesmar, « les tensions ne viendront pas de la rareté de l'emploi mais du fait que cette bipolarisation du travail tend spontanément à augmenter les inégalités ».

IDÉE REÇUE N° 4 LE CAC 40 AFFICHE UNE SANTÉ INSOLENTE

D'un côté, un chiffre record de dividendes: 47 milliards d'euros versés en 2017, un montant jamais vu! De l'autre, une sombre litanie de groupes appartenant au CAC 40 rachetés par des concurrents — même si souvent ces rachats ont été masqués par les artifices d'une communication qui préfère parler de «fusion entreégaux»: Alcatel racheté par Nokia, l'activité énergie d'Alstom par General Electric, Lafarge par Holcim... Le CAC 40 affiche un double visage. Lancés depuis longtemps à l'international, les grands groupes français tirent profit de la croissance ailleurs

28,5 ans Age moyen du premier enfant pour les Françaises (24 ans en 1974). 31 ans pour le deuxième,

32,6 pour le troisième. Source : Insee.





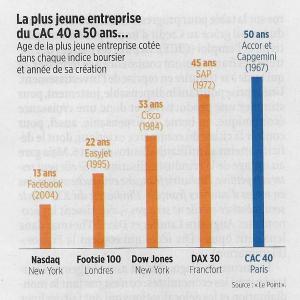


% de célibataires



des Français font plus de deux bises pour dire bonjour.
Source: Linternaute.





sur la planète, où ils réalisent les trois quarts de leur chiffre d'affaires. Et cela rejaillit forcément sur la France, puisque 217 grandes entreprises françaises (celles qui ont plus de 5 000 salariés) représentent 30 % de l'emploi totalet deux tiers des dépenses de recherche et développement, selon l'Afep, leur association. Mais elles n'hésitent plus à installer des centres de décision essentiels à l'étranger — le comité exécutif de Schneider est aujourd'hui en grande partie à Hongkong. Ou à profiter d'une fusion pour délocaliser leur siège, comme Technip, qui ainstallésonsiège social à Londres après sa fusion avec l'américain FMC.

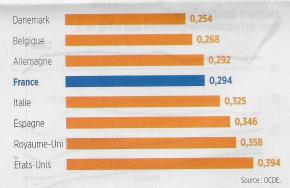
Et puis il faut bien avouer aussi que le CAC 40 a un petit goût de naphtaline. Les sociétés les plus jeunes de l'indice, Accor et Capgemini, ont été créées en... 1967. Comme si une grande entreprise était forcément une vieille entreprise. Résultat, 24 des 40 sociétés présentes aujourd'hui dans l'indice CAC 40 en faisaient déjà partie lors de sa création, en 1987. De nouvelles sociétés dans les nouvelles technologies peuvent pourtant devenir des mastodontes en très peu de temps. Qu'on songe que la valeur totale de toutes les sociétés du CAC 40 est inférieure à l'addition des seuls Apple (créé en 1976), Amazon (1995) et Google (1998).

IDÉE REÇUE N° 5 LES INÉGALITÉS DE REVENUS S'AGGRAVENT

«La hausse des inégalités nuit à la croissance économique.» Le constat est désormais solidement établi par l'OCDE, l'institution internationale qui conseille ses membres sur les meilleures politiques économiques et sociales à mener. De ce point de vue, la France est plutôt bien placée grâce à son modèle social. Les inégalités de « revenu disponible » – c'est-à-dire après avoir payé ses impôts et reçu des prestations sociales – y sont légèrement inférieures à la moyenne des pays membres, à en croire l'indice de Gini, un indicateur qui mesure l'écart à un monde utopique, dans lequel chacun aurait exactement le même revenu. «La France reste un des pays où la distribution des revenus est le moins inégalitaire, considère même France Stratégie dans un rapport d'octobre 2016. Le revenu total perçu par les 20 % de la population ayant les revenus les plus élevés est 4,3 fois supérieur à celui perçu par les 20 % du bas de la distribution. Ce ratio est de 5,1 en Allemagne ou au Royaume-Uni, de 5,8 en Italie et de 6,8 en Espagne.»

Mais ces indicateurs ne disent pas grand-chose de la capacité d'un pays à faire fonctionner

La France plus inégalitaire que l'Allemagne Inégalités de revenus selon le coefficient de Gini*, en 2014



* Le coefficient de Gini est la mesure statistique la plus utilisée pour mesurer les inégalités de revenus à l'intérieur d'un pays. Il varie entre 0, quand l'égalité est parfaite, et 1, quand un seul individu s'accapare tous les revenus d'un pays.



La Nièvre

(210 200 habitants) est le département qui se dépeuple le plus vite.

-0,/% de 2009 à 2016



La Haute-Savoie

(807 200 habitants) est le département qui se peuple le plus vite.

+1, 5% de 2009 à 2016

Source : Insee.

923 000 hectares

Surface bâtie en France, soit 1,7 % du territoire. 9,3 % est « artificialisée », avec parkings, jardins, etc. des femmes françaises se déclarent homosexuelles ou bisexuelles. Source: sondage (fop, 2017. 11 % des hommes français se déclarent homosexuels ou bisexuels. Source: sondage Ifop, 2017.

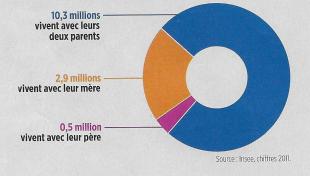
9,8 ans squared square

l'ascenseur social. Et, sur ce plan, l'Hexagone est très mal placé. «C'est en France et en République tchèque que le statut socioéconomique [des élèves] a le plus d'impact sur [leur] performance », remarque l'OCDE dans son dernier rapport sur l'éducation, qui fait référence. Les résultats en sciences et en mathématiques y sont, encore bien plus qu'ailleurs, conditionnés par l'origine sociale des élèves. «Les chances d'ascension sociale des individus d'origine populaire (soit les enfants d'ouvriers et d'employés) varient ainsi du simple au double selon leur département de naissance. L'ascenseur social fonctionne bien dans certaines régions – Ile-de-France, Bretagne, Midi-Pyrénées – et mal dans d'autres – Poitou-Charentes, Picardie, Nord-Pas-de-Calais», constate France Stratégie. Là où il y a beaucoup de diplômés du supérieur, l'ascension sociale est plus forte. Or, contrairement à une autre idée reçue, la moitié des 25-29 ans ne sont pas diplômés de l'enseignement supérieur...

IDÉE REÇUE N° 6 LA FAMILLE A VOLÉ EN ÉCLATS

Question toute simple: sur 10 enfants, combien vivent avec leurs deux parents? Les réponses apportées à une telle interrogation sont généralement assez éloignées de la situation réelle. Car les décompositions et recompositions familiales sont surestimées. Aujourd'hui encore, 7 mineurs sur 10 vivent avec leurs deux parents; 2 sur 10 sont dans

Sur les 13,7 millions de mineurs en France...



une famille monoparentale, c'est-à-dire avec un seul de leurs parents; et i vit en famille recomposée, c'est-à-dire avec un seul de ses deux parents mais aussi avec le nouveau conjoint de celui-ci. Reste que, si elles n'ont pas l'intensité qu'on leur prête habituel-lement, les mutations de la sphère familiale existent bien: voilà vingt-cinq ans, 8 mineurs sur 10 vivaient encore avec leurs deux parents. C'est le mariage qui a probablement subi la plus grande déstabilisation: désormais, 60 % des enfants naissent de parents qui ne sont pas mariés. On pouvait auparavant dire que le mariage faisait la famille et l'enfant; aujourd'hui, certains experts soutiennent que c'est l'enfant qui fait la famille et éventuellement le mariage.

Les bouleversements récents ont vu l'attention se concentrer successivement sur la famille (comme institution intangible à protéger), puis sur le couple (considéré comme lieu de réalisation de soi) et, enfin, sur l'enfant. Dans cette dynamique, il serait difficile de souligner des différences majeures entre gauche et droite: les deux sont traversées, avec une intensité variée, par des courants dits conservateurs ou progressistes. Le mariage homosexuel a ravivé les feux de controverses qui, avec le temps, avaient été tempérées. Mais ces événements n'enlèvent probablement rien à un constat général, celui de l'acceptation du pluriel pour les politiques familiales et de façon sous-jacente pour la famille. Significativement, on est passé, dans les années 2000, d'un Code de la famille et de l'aide sociale (CFAS) à un Code de l'action sociale et des familles (CASF).

IDÉE REÇUE N° 7 LES AIDES AU LOGEMENT SOUTIENNENT LES LOCATAIRES

Le constat est connu: la France manque de logements, de beaucoup de logements même, environ i million selon les plus alarmistes. C'est que, lors des vingtcinq dernières années, notre pays a compté chaque année 300 000 ménages supplémentaires – notamment des familles monoparentales. Voilà pourquoi Nicolas Sarkozy comme François Hollande avaient pour objectif de porter les mises en chantier de logements à 500 000 par an. Las, ce seuil n'a jamais

62%
des Français
utilisent
une voiture
tous les jours.
Source:
sondage BVA.

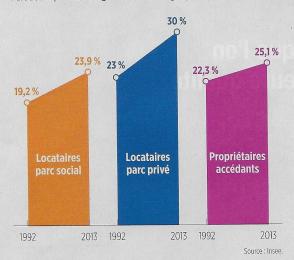
avril 2015.





Les loyers grignotent les revenus

Part des dépenses de logement des ménages par rapport à leur revenu



eté franchi, il est même tombé à 297 000 en 2014 avant de remonter à 376 500 l'an dernier. La pénurie explique pourquoi les dépenses de logement représentent désormais 26,4 % des dépenses des ménages, contre 23,1 % en 2000 ou 16 % en 1970, et bien plus encore pour les plus jeunes ou les personnes seules. Mais en partie seulement.

Le logement en France souffre de bien d'autres maux. Pas d'un manque d'argent public, non: la politique du logement coûte quatre fois plus cher que la moyenne des autres pays de l'OCDE, soit 42 milliards d'euros (10 milliards d'euros de plus que le budget de la défense, par exemple)! C'est peut-être louable, mais c'est sacrément contre-productif. Les quelque 18 milliards d'euros d'aides au logement versés à 6 millions de locataires s'évaporent ainsi largement en hausse du prix des loyers, comme l'a montré l'économiste Gabrielle Fack dès 2005. Quant aux innombrables dispositifs fiscaux destinés à doper l'investissement locatif-le Pinel désormais, après le Duflot, le Scellier, le Borloo, le Robien ou le Besson au début des années 2000, on pourrait continuer la liste jusqu'au Quilès de 1984 –, ils ont souvent l'effet pervers de transformer les biens immobiliers en seuls produits de défiscalisation: les acheteurs ne se sont dès lors plus souciés de la qualité du logement et de sa localisation, seul comptait le montant qu'on pouvait économiser en impôt. Résultat, selon les calculs de l'Inspection des finances et de l'Inspection des affaires sociales, un tiers des logements construits entre 1995 et 2008 avec des incitations à l'investissement locatif ont été bâtis dans des endroits où la demande de logement n'est absolument pas tendue...

IDÉE REÇUE Nº 8 LA PAUVRETÉ A EXPLOSÉ

La pauvreté augmente-t-elle? Tout dépend de la période de référence. Par rapport au Moyen Age, elle a été éliminée. Si on se réfère aux années 1980, avant l'introduction du RMI en 1988, la situation des plus pauvres n'a plus grand-chose à voir. Sur la dernière décennie, les choses ne semblent pas beaucoup bouger. En effet, le taux de pauvreté telle que mesurée le plus classiquement est globalement stable. Si l'on plonge plus loin dans le passé, le taux de pauvreté, depuis les années 1980, oscille entre 13 % et 14,5 % de la population. On est loin de l'explosion régulièrement annoncée. Cette proportion d'environ 14 % de pauvres en France correspond à la part des personnes vivant sous le seuil de pauvreté le plus

Le taux de pauvreté s'est stabilisé

Pourcentage de personnes vivant sous le taux de pauvreté en France (ayant un revenu inférieur à 60 % du revenu médian)



106 800

livres édités en 2015 (+242 % depuis 1990), dont 44 200 nouveautés (soit 121 par jour).



**

19 % des Français n'ont jamais pris l'avion de leur vie.
Source: sondage BVA, 2015.

354 kilos Production annuelle de déchets ménagers par Français, soit près de 1 kilo par jour.





27%
des Français achèten

des Français achètent régulièrement des produits bio. Source : Ipsos, novembre 2016.





communément employé, c'est-à-dire 60 % du revenu médian. Soit 1 008 euros pour une personne seule en 2014 et 2 100 euros pour un couple avec deux enfants. Mais ces proportions ne doivent pas non plus masquer l'augmentation, en valeur absolue, du nombre de pauvres. En 2000, l'Insee recensait 7,80 millions de pauvres; en 2014, ils étaient 8,77 millions, soit 1 million de pauvres supplémentaires quand la population totale grossissait parallèlement de

8,70 millions de personnes.

Et la pauvreté se transforme. Pendant les Trente Glorieuses, les pauvres étaient surtout des personnes âgées qui n'avaient pas encore accès à des régimes de retraite performants, tandis qu'aujourd'hui ce sont d'abord des jeunes et des enfants vivant dans des ménages qui n'ont pas accès à une insertion professionnelle stable ou des familles monoparentales. Elle touche aussi davantage les femmes: celles à la tête de fovers monoparentaux ont plus de difficultés encore que les autres sur le marché du travail. Enfin, la pauvreté se concentre dans les villes: tandis qu'elle se stabilisait en moyenne nationale, elle augmentait clairement dans l'agglomération parisienne et dans les autres unités urbaines de plus de 200 000 habitants; c'est la problématique des « zones urbaines sensibles », où le taux de pauvreté est souvent deux ou trois fois plus élevé que la moyenne nationale.

IDÉE RECUE Nº 9 L'EMPLOI PEUT SE PARTAGER

Le chiffre est vertigineux. Depuis 2007, les Allemands ont créé près de 2 millions d'emplois dans le secteur privé. Et les Français, dans le même temps, dix fois moins, selon les données compilées par Eurostat! Une panne de la création d'emploi circonscrite au secteur marchand. Parce que les effectifs de la fonction publique française ont, eux, explosé de 16 % depuis l'an 2000 quand la population totale du pays n'augmentait dans le même temps que de 10%... Ouant au nombre de retraités, il passait de 10 millions de personnes en 2000 à 14 millions aujourd'hui...

Cette quasi-stagnation de l'emploi dans le privé explique pourquoi le taux de chômage français reste si élevé (à 9,7 % de la population active, en recul

La machine à créer de l'emploi est bloquée

Nombre d'emplois dans le secteur privé, en millions



toutefois depuis le sommet de 10,2 % de l'automne 2015). Et si loin de la moyenne européenne de 8,2 %. C'est aussi une des causes du mal français: comme il faut financer à la fois un nombre croissant de retraités et de fonctionnaires, cela s'est traduit par une augmentation des prélèvements obligatoires pesant sur chaque salarié du privé. Un cercle vicieux, car cela fragilise les entreprises et érode la compétitivité des sociétés soumises à la concurrence étrangère. Ce qui les dissuade encore un peu plus d'embaucher ou les contraint à licencier et fait peser un peu plus encore les prélèvements sur un faible nombre de salariés.

Résultat, le nombre d'heures de travail par habitant ne s'élève en France qu'à 609 heures, contre 708 en Allemagne ou 806 aux Etats-Unis. La France doit donc recréer des emplois. Et sortir de l'illusion que l'emploi est un gâteau qui ne peut plus grossir et dont il faut se partager les parts – une étude de référence menée en Alsace-Moselle par l'économiste Etienne Wasmer a montré l'incapacité des 35 heures à créer de l'emploi. Car, comme le disait l'économiste Alfred Sauvy, «le travail des uns fait le travail des autres »



par les Français en 2015, soit 30 litres par habitant. C'est le 26e pays d'Europe.

Source: Association des brasseurs de France.



de vin bus par chaque Français en 2014, soit près d'un verre par jour (0,12 cl). La France est le pays au monde où l'on consomme le plus de vin par habitant.

Source: Wine Institute.



En 2015 En 1990



La France fournit de la production mondiale de foie gras.